

Relever les défis actuels de la social-démocratie

De Conny Reuter

Cet article a été écrit pour la revue PRAKSIS avec d'autres personnes. Il est le produit de mes réflexions personnelles et n'est pas le résultat d'un processus politique spécifique au sein de l'Alliance Progressiste. Ces réflexions ont été nourries par mes propres observations et mon expérience politique au niveau européen et mondial au cours des dernières années. J'ai délibérément évité de donner un exemple concret et j'ai plutôt choisi de proposer des idées et des analyses générales.

1. Quels sont les principaux défis de la social-démocratie aujourd'hui ? Comment persévérer dans des paysages politiques et sociaux souvent restrictifs, conservateurs et autoritaires ?

La liste des défis au niveau mondial est longue et est liée à l'évolution de l'environnement politique et naturel. La principale menace reste l'inégalité croissante dans le monde, même si certains progrès ont été partiellement réalisés. La pandémie est le miroir de ce qui ne va pas dans nos sociétés. Le mantra néolibéral selon lequel le marché développerait les solutions est devenu encore plus absurde en cette période de sous-financement chronique des investissements sociaux (y compris les soins de santé) qui, pendant trop longtemps, ont été considérés uniquement comme un facteur de coût. La réduction du rôle de l'État (sur lequel se fonde la règle de droit démocratique) et la privatisation des biens publics sont les principales raisons de la difficile période de pandémie que nous traversons.

La social-démocratie trouve ses origines dans la deuxième révolution industrielle, et nous sommes maintenant dans la quatrième révolution industrielle, avec l'intégration continue des mondes numérique et physique. La base classique des travailleurs industriels se réduit, tandis qu'une part croissante de l'emploi devient de plus en plus précaire. L'économie informelle ne se développe pas seulement dans le Sud, mais aussi dans le Nord, et cela ne concerne pas seulement les travailleurs des clics et des plateformes¹. La croissance de la technologie² autonome et l'accent mis sur les solutions techniques privent de plus en plus l'homme de sa capacité à façonner les processus. C'est la question éthique liée à l'intelligence artificielle. La perte de l'autonomie humaine et de notre capacité à façonner notre monde de manière responsable se heurte à la domination des algorithmes et des systèmes autocontrôlés.

¹ Le terme "économie de plateforme" fait référence à l'activité économique et sociale facilitée par les plateformes en ligne. Un concept connexe est l'"économie du clic", dans laquelle les entreprises se disputent le "clic" d'un acheteur sur un ordinateur pour réaliser une vente - l'éditeur.

² La technologie autonome est toute technologie capable d'exécuter des tâches sans contrôle humain - le rédacteur.

La démocratie, le progrès social et le bien-être social ont été notre objectif au cours des 150 dernières années, avec leur promesse de surmonter les inégalités, de construire des sociétés libres et équitables et d'assurer la paix. Comme l'a dit un ancien dirigeant du SPD : "Nous avons besoin de la démocratie pour façonner le marché, et non du marché pour façonner la démocratie." Cependant, les progrès de la mondialisation n'ont pas entraîné une nouvelle vague de démocratisation. La Chine affiche des taux de croissance qui rendent de nombreux pays nerveux et jaloux, mais le prix politique est élevé en termes de manque de démocratie, d'oppression et de destruction de l'environnement.

Cependant, les valeurs sociales-démocrates de liberté, d'égalité et de solidarité n'ont pas besoin d'être réinventées. Elles sont intemporelles, mais elles doivent être traduites en actions transformatrices dans des circonstances et des conditions nouvelles. Lorsque la citoyenneté est remplacée par la "consommation", nous devons renforcer la solidarité. Et en ces temps de polarisation sociétale, de campagnes agressives et sales, de fake news et de pression existentielle sur les individus, ce processus de construction de la solidarité aurait besoin de nouveaux récits. Il s'agit d'établir des liens au sein des sociétés et pas seulement de développer les messages pendant les campagnes électorales.

Nous devons regagner l'hégémonie culturelle en développant une vision et un plan d'avenir capables de capter l'imagination, et pas seulement un rejet des inégalités, des discriminations, de l'exploitation et de la destruction de la planète existantes. Le progrès sociétal et technologique pour les populations au niveau mondial est possible et nécessaire.

En tant que mouvement politique qui vise une gouvernance responsable, le défi permanent reste que nous sommes toujours entre l'ambition politique et les compromis nécessaires, les "oui mais", qui risquent de décevoir nos partisans qui adhèrent aux promesses politiques que nous avons faites pendant les campagnes électorales. Le risque moral est beaucoup plus élevé pour la social-démocratie que pour les forces réactionnaires ou conservatrices, et notre famille politique est jugée en fonction de notre crédibilité !

La crédibilité commence aussi en interne : l'égalité des sexes et la diversité doivent faire partie de la démocratie interne de nos partis. Souvent, les débats de parti portent sur l'accès au pouvoir et sur la concurrence entre les individus plutôt que sur la concurrence entre les idées, les concepts et la vision. Lorsque les partis deviennent une sorte d'appareil, ils perdent leur capacité à concevoir des projets de société et à trouver des solutions durables. La droite conservatrice est toujours divisée, mais elle est unie dans sa volonté d'accéder au pouvoir et de l'exercer, alors que dans notre cas, nous semblons préserver nos divisions.

Et enfin, selon moi, notre travail sur la coopération internationale doit se consolider, afin de dépasser les égoïsmes nationaux et les calculs tactiques. Je suis convaincu qu'une nouvelle génération de dirigeants ayant une expérience considérable dans le domaine de la coopération internationale et une bonne compréhension des défis auxquels sont confrontés nos partenaires de l'Alliance progressiste finira par émerger. Ils contribueront à développer de nouvelles formes de coopération et de solidarité internationales, ainsi que de nouvelles formes de multilatéralisme qui vont au-delà de la réforme des institutions des Nations unies.

2. Quelles sont les politiques phares de la famille politique mondiale des progressistes instituées jusqu'à présent pour faire face à ces défis ? Comment les idées sociales-démocrates sont-elles traduites en actes de transformation ?

La principale politique de référence contre les inégalités mondiales est l'Agenda 2030 et les 17 Objectifs de développement durable (ODD). Ceux-ci sont le résultat d'un consensus progressiste mondial concernant les grands défis d'aujourd'hui et de demain. Les progressistes devraient s'approprier davantage les ODD pour éviter un scénario similaire à celui des objectifs du millénaire pour le développement (OMD), dont les cibles n'ont pas été atteintes. En comparaison, les ODD sont plus inclusifs et holistiques. Ces objectifs sont également soutenus par un grand nombre d'acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, ce qui peut ouvrir la voie à la création d'un mouvement mondial.

En ce qui concerne le changement climatique, l'accord de Paris, qui a été conclu sous la présidence socialiste française, a ouvert la voie à ce que l'on appelle aujourd'hui le Green Deal³. Tant les ODD que le Green Deal peuvent potentiellement ouvrir la voie à la combinaison de la croissance économique et du développement durable. La perspective ne doit pas être celle de la décroissance, comme le souhaitent certains mouvements de gauche. Nous devrions viser un compromis ambitieux, au lieu de rechercher le plus petit dénominateur commun.

Au sein de l'Alliance progressiste, nous avons publié une déclaration appelant à un multilatéralisme renouvelé et inclusif. Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, présentera un plan de réforme de l'ONU cette année lors de la prochaine Assemblée générale de l'ONU. D'après ce que nous avons vu et lu, notre contribution a été inspirante et est sur la bonne voie.

La pandémie nous rappelle la nécessité d'un investissement social dans la santé, les soins et l'éducation, et nous a obligés à abandonner le mantra des critères de dette et de déficit. Il s'agit d'une avancée significative, et nous devons saisir cette occasion pour promouvoir la solidarité vaccinale mondiale.

Une autre pierre de touche progressiste consiste à s'opposer à toute forme d'inégalité et de discrimination. La défense de l'État de droit démocratique et la promotion d'une approche fondée sur les droits sont dans notre ADN. Cependant, la pandémie a mis en évidence le fait que nous sommes loin d'atteindre l'égalité des sexes, les femmes souffrant particulièrement de la triple charge du travail, du ménage et de l'éducation.

Pour les progressistes, la solidarité internationale signifie se tenir aux côtés des dirigeants et des militants des partis membres comme les Philippines, la Thaïlande, le Belarus, la Turquie, le Nicaragua et bien d'autres, qui sont persécutés.

Enfin, l'éradication de la dette sera à nouveau à l'ordre du jour, couplée à des politiques fiscales progressives telles que l'imposition d'une taxe sur les transactions financières (TTF). Pour qu'il y ait une nouvelle normalité, les programmes de redressement doivent être

³ Le Green Deal est un plan visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre de l'Union européenne d'au moins 50 % d'ici à 2030 et à rendre la région climatiquement neutre d'ici à 2050 - le rédacteur.

financés de manière adéquate. Nous devons également veiller à ce que la charge ne repose pas uniquement sur les épaules des pauvres et des faibles de nos sociétés.

Et même si c'est difficile, il n'y a pas d'alternative à la résolution des conflits. En cette période de concurrence mondiale entre les États-Unis, la Russie et la Chine, les conflits régionaux (comme celui qui se déroule en Syrie) deviennent des champs de bataille régionaux. Une nouvelle course aux armements est possible et a déjà commencé sous forme hybride.

3. Quels sont les enseignements que l'on peut tirer des différents partis et gouvernements sociaux-démocrates au fil des ans ?

Les expériences des sociaux-démocrates au gouvernement sont multiples et varient d'un pays à l'autre, et d'un continent à l'autre.

Une leçon évidente est qu'une gouvernance progressiste réussie n'empêche pas les sociaux-démocrates de perdre potentiellement les prochaines élections. Avec les médias sociaux, puis les médias traditionnels comme accélérateur, le côté pédagogique consistant à expliquer et non à justifier les décisions est devenu de plus en plus difficile. Et nous devons également reconnaître la difficulté de construire l'opinion à l'heure du capitalisme de l'information, de l'intelligence artificielle et des armées de trolls.

Comme je l'ai souligné précédemment, le public attend davantage des progressistes en termes de crédibilité de leur action gouvernementale. Le fossé entre les promesses de campagne et la gouvernance réelle a coûté cher à de nombreux gouvernements progressistes. Il ne s'agit pas de la corruption en général, mais un seul cas dans notre famille politique affecte négativement l'image entière de notre famille. Pour les partis progressistes qui accèdent finalement au pouvoir après avoir quitté une dictature, le principal défi consiste à cultiver une culture de la démocratie, ce qui est plus complexe que de construire une démocratie institutionnelle.

Avec le *Third Way*, la famille sociale-démocrate a gagné du pouvoir, mais elle a également perdu sa crédibilité en raison du compromis qu'elle a fait pour libérer le potentiel du marché sur la société, ce qui a conduit à une plus grande inégalité et à la perte de sécurité et de confiance dans l'avenir. Les promesses classiques des sociaux-démocrates n'ont pas été tenues, et l'énergie nécessaire pour rétablir la confiance est désormais plus importante que le gain à court terme de l'économie.

Dans de nombreux pays, les sociaux-démocrates ont appris que l'exercice de l'hégémonie sur les progressistes et le centre-gauche n'est pas donné pour toujours. Pour de nombreux partis, entrer dans une coalition là où il n'y a pas de système bipartite a parfois été un processus douloureux et ne s'avère pas payant, en particulier lorsque les progressistes sont le partenaire junior.

Quoi qu'il en soit, la constitution d'une alliance ne se limite pas à la mise en place d'une coalition gouvernementale. Elle commence par la mise en relation des citoyens, la compréhension de leurs aspirations et de leurs attentes, et elle se poursuit en tendant la

main au mouvement ouvrier et aux syndicats, ainsi qu'à d'autres mouvements sociaux et civiques progressistes.

4. Comment créer un élan politique ? Quelles sont les perspectives et le programme pour l'avenir de l'Alliance progressiste ?

Et si cette crise offrait un élan pour le renouveau - non nostalgique - de ce qui est l'essence des politiques sociales-démocrates, socialistes et progressistes ? Depuis longtemps, nous appelons à "mettre les gens au premier plan" - c'est exactement ce qui se passe actuellement, puisque la réponse d'urgence au virus vise à sauver des vies. Les approches peuvent différer d'un pays à l'autre ou d'un continent à l'autre, mais une gouvernance responsable signifie sauver des vies et les progressistes sont en première ligne.

Au cours des dernières décennies, nous avons entendu le message "C'est l'économie, idiot", et la pensée et l'action se sont concentrées sur la libération du potentiel du marché et des taux de croissance. Mais on a négligé l'approvisionnement du marché financier. Cela a conduit à des "remèdes" pour lutter contre les effets de la crise financière de 2008 en utilisant les mêmes politiques qui l'avaient provoquée. Seuls les objectifs de développement durable ont permis de prendre conscience qu'il fallait faire beaucoup plus pour sauver la planète et nos concitoyens.

Aujourd'hui, nous constatons qu'une approche centrée sur l'économie est insuffisante, voire dangereuse, car les politiques et les services de santé sont soumis à des critères stricts d'efficacité et de rentabilité.

La pandémie a accru les inégalités à tous les niveaux : entre les pays et à l'intérieur des pays, entre les riches et les pauvres, les inégalités entre les sexes et la discrimination des minorités. L'inégalité de distribution et d'accès aux vaccins n'est que la partie émergée de l'iceberg.

Le concept classique consistant à maintenir l'État-providence avec des cotisations sociales et à offrir une protection sociale est aujourd'hui réhabilité. Aujourd'hui, la version "moderne" parle *de bien-être pour tous*, un concept beaucoup plus large qui inclut également l'accès à l'éducation et à la culture.

La campagne de la Confédération syndicale internationale (CSI) pour un nouveau contrat social⁴ souligne cette réhabilitation avec ses cinq revendications :

1. Création d'emplois respectueux du climat avec Just Transition. Une transformation industrielle créatrice d'emplois pour atteindre des émissions nettes de carbone nulles, ainsi que des emplois dans la santé, l'éducation et d'autres services publics de qualité.
2. Des droits pour tous les travailleurs, quelles que soient leurs modalités d'emploi, afin de tenir la promesse de la Déclaration du Centenaire de l'OIT⁵ avec son socle de protection du

⁴ Confédération syndicale internationale (2021). " Nouveau contrat social : cinq revendications des travailleurs pour la reprise et la résilience ". Récupéré sur : <https://www.ituc-csi.org/new-social-contract-five-demands>.

travail comprenant des droits, des heures de travail maximales, des salaires minimums décents et la santé et la sécurité au travail.

3. Une protection sociale universelle, avec la création d'un Fonds de protection sociale⁶ pour les pays les moins riches.

4. L'égalité. Mettre fin à toutes les discriminations, telles que celles fondées sur la race ou le sexe, afin de garantir que tous les individus puissent partager la prospérité et que l'effroyable concentration des richesses entre les mains de quelques-uns au détriment du plus grand nombre soit éliminée.

5. L'inclusion. Combattre le pouvoir croissant des monopoles et des oligarques, veiller à ce que les pays en développement puissent réellement développer leurs économies et garantir des systèmes fiscaux qui fournissent les revenus indispensables aux gouvernements pour répondre aux besoins des populations et de la planète. Une approche inclusive de la lutte contre la pandémie de COVID-19 est primordiale, tant en termes de soutien économique que d'accès universel aux tests, aux traitements et aux vaccins.

À l'heure où la démocratie est menacée dans de nombreux pays du monde, il est grand temps de comprendre qu'il s'agit d'un combat mondial et pas seulement d'un combat singulier au niveau national. La solidarité internationale est dans notre ADN et l'Alliance Progressiste sera le lieu d'apprentissage mutuel et de construction d'un agenda mondial commun. Ce sera plus qu'une série de conférences et de séminaires ; ce sera le moment pour les sociaux-démocrates, les socialistes et les progressistes de renforcer l'alliance avec le mouvement syndical et les acteurs et réseaux progressistes de la société civile. Il s'agit également de l'appropriation et de l'engagement de nos partis membres. Nous sommes plus et nous le montrerons. Nous pouvons faire plus et nous le ferons. ■

⁵ Confédération syndicale internationale (2019). "L'OIT renouvelle le contrat social avec la déclaration du centenaire, adopte la convention contre la violence et demande aux gouvernements de rendre compte des violations." Consulté sur : <https://www.ituc-csi.org/ILO-100-Declaration>.

⁶ Confédération syndicale internationale (2020). Dossier de campagne de la CSI - Un fonds mondial de protection sociale est possible. Bruxelles.